
Gestion Provinciale Ltée

Rapport Annuel

Le 31 Mars 2014

Gestion Provinciale Ltée
Place du Chancery
Fredericton, Nouveau-Brunswick
Canada E3B 5H1

ADMINISTRATEURS

Président du conseil, Bruce Fitch, ministre
Bruce Northrup, ministre
Danny Soucy, ministre
Blaine Higgs, ministre
Président, M. Denis Caron
Vice-président, M. Eric Beaulieu
M. Byron James
M. Robert Rioux

COMITÉ EXÉCUTIF

Président du conseil, Bruce Fitch, ministre
Président, M. Denis Caron
Vice-président, M. Eric Beaulieu
Secrétaire-trésorier, M. Edward Kinley

VÉRIFICATEUR

Teed Saunders Doyle & Co.

CONSEILLER JURIDIQUE

Cabinet du Procureur général du Nouveau-Brunswick

GESTION PROVINCIALE LTÉE

2014

Gestion provinciale Ltée (GPL) permet au gouvernement du Nouveau-Brunswick de concrétiser des investissements stratégiques qui complètent les activités de développement social et économique de la province.

Au cours de l'année, GPL a achevé avec succès un grand projet de rénovation visant un immeuble de bureaux et un emplacement pour le centre national des services de paye à Miramichi. L'immeuble a été occupé à l'été de 2013. L'achèvement du projet a fourni des centaines de nouveaux emplois à Miramichi. La gestion et l'ingénierie du projet s'écartaient sensiblement des autres projets du portefeuille d'investissements de GPL et ont encore une fois été le point saillant des activités de GPL pendant l'année.

Les travaux à l'emplacement de Miramichi ont aussi été touchés par la nécessité de mesures correctives de problèmes environnementaux liés à des biens adjacents. La délimitation et la définition des travaux environnementaux ont commencé en 2013. Un plan a été établi, et les travaux liés aux mesures correctives ont débuté pendant l'année. Il est prévu que ces travaux liés aux mesures correctives se poursuivront pendant les prochaines années.

Le présent rapport inclut les états financiers de GPL et le portefeuille connexe d'investissements.

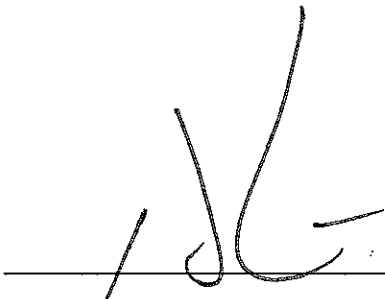


Victor Boudreau
Respectueusement soumis par
le ministre responsable pour la Gestion Provinciale Ltée

États financiers de

Gestion provinciale ltée

Le 31 mars 2014



Directeur

Approuvé par le conseil



Directeur

Suite 102
Priestman Centre
565 Priestman Street
Fredericton
New Brunswick
E3B 5X8

Tel (506) 458-8727
Fax (506) 450-3777
E-mail tsdfr@tsdca.com

**TEED
SAUNDERS
DOYLE & CO.**
Chartered Accountants

An Independent Member of
DFK Canada Inc. and DFK International

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux Président et conseil d'administration de Gestion provinciale ltée

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Gestion provinciale ltée, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et les états des résultats, de l'évolution de la dette nette, de l'excédent accumulé et flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la Direction pour les États Financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables du Canada pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Gestion provinciale ltée au 31 mars 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du Canada pour le secteur public.

Teed Saunders Doyle & Co.

Fredericton, Nouveau-Brunswick
décembre 9, 2014

COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Fredericton Partners
Brian J. Saunders Jeffrey E. Saunders
John H. Landry Kenneth H. Kyle
T.J. Smith



Saint John Partners
Andrew P. Logan Peter L. Logan
Jean-Marc Poirier

Gestion provinciale ltée
État de la situation financière
au 31 mars 2014

	2014	2013
Actif financier	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	336 755	512 732
Comptes débiteurs	364 185	178 191
TVH à recevoir	-	75 123
Projets de développement industriel (note 3)		
Prêts aux sociétés clientes	4 244 823	4 650 126
Placement en actions	2 450 433	2 450 433
Moins : provision pour pertes	(2 841 895)	(2 468 433)
Total des actifs financiers	4 554 301	5 398 172
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer	84 414	1 419 048
TVH à payer	2 627	-
Passif environnemental (note 4)	6 450 000	1 600 000
Montant dû à la province du Nouveau-Brunswick (note 5)	11 918 205	9 833 334
Total du passif	18 455 246	12 852 382
Dette nette	(13 900 945)	(7 454 210)
Capitaux propres		
Autorisées		
599 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune		
Émises		
500 actions ordinaires	5 000	5 000
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 6)	4 605 834	4 518 965
Frais payés d'avance	1 049	11 425
	4 606 883	4 530 390
Déficit accumulé	(9 299 062)	(2 928 820)
Passif éventuel (note 7)		

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Gestion provinciale ltée**État des résultats****pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	2014	2013
Recettes	\$	\$
Contributions provinciales	1 373 462	1 178 250
Commission de garantie	154 953	168 750
Recettes diverses (note 8)	178 110	711 169
Recettes de location	1 049 123	12 000
Recettes d'intérêts	137 664	71 379
	<hr/> 2 893 312	<hr/> 2 141 548
Charges		
Subventions de développement	1 000 000	1 178 250
Charges diverses (note 8)	117 860	811 039
Charges d'exploitation (note 9)	665 976	630 736
Dévaluation du bâtiment et terrains	2 133 200	2 920 648
Intérêts sur les prêts assortis de conditions avantageuses	-	271 301
Assainissement de l'environnement	4 850 000	-
Créances douteuses	373 462	
Amortissement	103 000	
Honoraires	7 500	5 000
Divers	12,556	3 935
	<hr/> 9 263 554	<hr/> 5 820 909
Déficit annuel	(6 370 242)	(3 679 361)

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Gestion provinciale ltée**État de l'évolution de la dette nette****pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	2014	2013
	\$	\$
Dette nette, au début de l'exercice	(7 454 210)	(5 624 459)
Déficit annuel	(6 370 242)	(3 679 361)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 327 669)	(1 737 289)
Disposition d'immobilisations corporelles	4 600	277 675
Disposition des stocks	-	400 000
Amortissement des immobilisations corporelles	103 000	-
Dévaluation du bâtiment et terrains	2 133 200	2 920 649
Variation nette des frais payés d'avance	10 376	(11 425)
Augmentation de la dette nette	(6 446 735)	(1 829 751)
Dette nette, à la fin de l'exercice	(13 900 945)	(7 454 210)

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Gestion provinciale ltée**État de l'évolution de l'excédent (déficit) accumulé****pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	2014	2013
	\$	\$
(Déficit) excédent accumulé, au début de l'exercice	(2 928 820)	750 541
Déficit annuel	(6 370 242)	(3 679 361)
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice	(9 299 062)	(2 928 820)

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Gestion provinciale ltée
État des flux de trésorerie
pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Déficit annuel	(6 370 242)	(3 679 361)
Postes n'exigeant pas de déboursés :		
Recettes d'intérêts sur prêts assortis de conditions avantageuses	(136 364)	(70 093)
Charges d'intérêts sur prêts assortis de conditions avantageuses	-	271 301
(Diminution) augmentation de la provision pour pertes	373 462	(36 566)
Pertes sur la vente d'immobilisations	-	102 054
Changements aux éléments hors trésorerie		
Dévaluation du bâtiment et terrains	2 133 200	2 920 648
Amortissement des immobilisations corporelles	103 000	-
Fonds de roulement (Note 10)	3 417 498	1 902 842
	(479 446)	1 410 825
Activités d'investissement		
Émission de prêts	-	(5 000 000)
Remboursement de prêt	541 667	203 233
	541 667	(4 796 767)
Activités d'investissement en immobilisations		
Produits de la vente d'immobilisations	4 600	575 621
Acquisition d'immobilisations	(2 327 669)	(1 737 289)
	(2 323 069)	(1 161 668)
Activités de financement		
Augmentation du montant dû à la province du Nouveau-Brunswick	2 084 871	4 833 334
	2 084 871	4 833 334
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(175 977)	285 724
Solde de trésorerie, au début de l'exercice	512 732	227 008
Solde de trésorerie, à la fin de l'exercice	336 755	512 732

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Gestion provinciale Ltée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

1. Description des activités et dépendance économique

Gestion provinciale Ltée (la « Société ») a été constituée en 1973, en vertu de la *Loi sur les compagnies* de la Province du Nouveau-Brunswick, et s'est ensuite enregistrée en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales*. La Société est une propriété exclusive de la Province du Nouveau-Brunswick (la « Province ») et elle est responsable de l'administration d'investissements dans des projets de développement industriel. La Province fournit le financement des projets approuvés et elle est responsable du règlement de toute garantie. L'administration des affaires de la Société est assurée par les employés de la Province sous la direction du conseil d'administration de la Société. Tous les coûts relatifs à ces employés sont pris en charge par la Province et ne sont pas constatés dans les présents états financiers. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

2. Résumé des conventions comptables importantes

La direction a préparé les présents états financiers conformément aux normes comptables du Canada pour le secteur public (NCSP). Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes :

Classement des actifs

Les actifs sont classés comme des actifs financiers ou non financiers. Les actifs financiers peuvent servir à couvrir les passifs existants ou à financer des activités futures et ils ne doivent pas être utilisés dans le cours normal des activités. Les actifs non financiers sont des actifs acquis, construits ou développés qui ne servent pas normalement à couvrir les passifs existants, mais servent plutôt à offrir des services gouvernementaux. Ils peuvent être consommés dans le cours normal des activités et ils ne doivent pas être revendus. Les actifs non financiers incluent les frais payés d'avance, le stock et les immobilisations corporelles.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie englobent l'encaisse détenue dans un établissement financier.

Projets de développement industriel – prêts aux sociétés clientes

Les prêts aux sociétés clientes sont initialement comptabilisés au prix coûtant et déclarés au moindre du coût et de la valeur recouvrable nette au moyen d'une provision pour moins-value. L'intérêt non perçu sur les prêts émis par la Société est imputé à l'exercice pendant lequel lesdits prêts ont été consentis et il est amorti dans les recettes au cours de la durée des prêts.

Gestion provinciale Itée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

Projets de développement industriel – placement en actions

Le placement en actions de la Société est comptabilisé au prix coûtant. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction n'est pas reprise s'il se trouve que le placement remonte par la suite.

La Société conserve une provision pour pertes d'investissement afin de constater les pertes éventuelles liées aux projets de développement industriel, lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Conformément à la décision 74-57 du Conseil du Trésor, les pertes découlant des investissements financés par des avances de la Province sont assumées par cette dernière au moyen d'une réduction de la dette à long terme de la Société. À la suite de cette prise en charge par la Province, toute perte enregistrée à titre de charge par la Société est contrebalancée par un recouvrement de la part de la Province.

Subventions de développement

Les subventions de développement sont imputées à l'exploitation et recouvrées par la Province.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, bien qu'elles soient évaluées à des fins d'utilisation finale, sont comptabilisées au prix coûtant moins l'amortissement accumulé. La valeur des immobilisations corporelles est réduite lorsque les conditions indiquent qu'elles ne contribuent plus à la capacité de la Société d'offrir des services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs liés à ces immobilisations est inférieure à leur valeur comptable nette. Toute réduction de valeur est comptabilisée comme une charge dans l'état des résultats.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix coûtant et amorties selon la méthode linéaire pendant leur durée de vie utile estimative.

Comptabilité d'exercice

Les recettes et les charges sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à constater les recettes au cours de l'exercice où ont lieu les faits auxquels elles se rapportent, elles sont gagnées et mesurables; les charges sont constatées au cours de l'exercice où les transactions ont lieu, les ressources sont consommées et mesurables.

Contributions de la Province et recettes

Les contributions de la Province et les commissions de garantie sont enregistrées lorsqu'elles sont gagnées. Les recettes d'intérêt sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les recouvrements de contribution sont enregistrés à la réalisation.

Gestion provinciale Itée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers selon les normes comptables du Canada pour le secteur public exige que la direction de la Société fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et sur les renseignements présentés sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants constatés des recettes et des charges au cours des périodes visées. Les principales estimations se rapportent à l'évaluation des prêts aux sociétés clientes et de leurs actions, de la juste valeur de l'actif net acquis dans les regroupements d'entreprises et du passif environnemental. Il est possible que les résultats réels diffèrent des meilleures estimations de la direction, au fur et à mesure que d'autres renseignements deviendront disponibles.

Paiements de transfert

Les paiements de transfert sont des transferts d'argent à un organisme sans que la Société obtienne directement des biens ou des services en retour (p. ex. : des subventions).

Les paiements de transfert sont comptabilisés comme charges dans les états financiers de la Société pendant la période où l'événement nécessitant un transfert s'est produit, pourvu que ledit transfert soit autorisé et que les critères d'admissibilité aient été satisfaits.

3. Projets de développement industriel – Prêts et actions

	Prêts	Actions	31 mars 2014	31 mars 2013
Prêts et investissements	4 244 823 \$	2 450 433 \$	6 695.256 \$	7 100 559 \$
Moins : provision pour pertes	391 462	2 450 433	2 841 895	2 468 433
	<u>3 853 361 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>3 853 361 \$</u>	<u>4 632 126 \$</u>

Les prêts sont représentés par un prêt de 4 226 823 \$ et une avance-subvention de 18 000 \$. Les actions représentent un investissement de 15,75 % dans les actions ordinaires d'une société émettrice privée. La provision pour pertes sur les prêts des projets de développement industriel est comptabilisée lorsqu'un prêt en cours est jugé irrécouvrable. Une provision générale a également été affectée à des comptes sans provision sous l'hypothèse que les éléments de risque peuvent en fait être présents, mais inconnus de la direction jusqu'à une période future. La provision pour pertes sur les investissements à long terme est comptabilisée lorsqu'un investissement subit une moins-value.

4. Passif environnemental

Un certain nombre de lieux sur des biens de GPL dans la région de la Miramichi et des environs posent des problèmes d'assainissement de l'environnement. Les problèmes environnementaux à ces lieux ont trait à l'exploitation de sites industriels, de lagunes et de décharges. Tous ces lieux sont

Gestion provinciale ltée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

à diverses étapes dans les processus requis pour régler les problèmes environnementaux. L'estimation cumulative de 6,45 millions en coûts d'assainissement a été avancée par un comité d'ingénieurs et de professionnels du gouvernement qui travaillent aux projets d'assainissement. Le comité d'ingénierie s'occupant des lieux poursuit son travail et a lancé des appels de propositions pour les premières étapes des travaux de nettoyage de ces lieux.

5. Montant dû à la province du Nouveau-Brunswick

Le montant à payer à la province du Nouveau-Brunswick représente les avances sans intérêt de la Province qui doivent être remboursées à partir du recouvrement des sommes investies dans des projets de développement industriel. Toutes les pertes résultant d'investissements financés par cette dette réduisent le montant à rembourser. La provision pour pertes liées aux projets de développement industriel est comptabilisée lorsqu'un prêt en cours est jugé irrécouvrable et, par conséquent, la provision pour le montant à payer à la province du Nouveau-Brunswick est aussi corrigée.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Solde d'ouverture	12 323 765 \$	7 526 999 \$
Augmentation	3 000 000	5 000 000
Remboursement	(541 667)	(203 234)
Remise de dette	(72 000)	-
Solde de clôture	<u>14 710 098 \$</u>	<u>12 323 765 \$</u>

Les renseignements sur la provision pour pertes liées aux projets de développement industriel sont les suivants :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Solde, au début de l'exercice	2 490 431 \$	2 526 999 \$
Augmentation (diminution) au cours de l'exercice	<u>301 462</u>	<u>(36 568)</u>
	2 791 893	2 490 431
Montant net	11 918 205 \$	9 833 334 \$

Gestion provinciale ltée
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2014

6. Immobilisations corporelles

Coût	Terrain	Bâtiments	Location de bâtiments	Équipement	Total 2014	Total 2013
Solde d'ouverture	972 200 \$	1 750 000 \$	1 792 165 \$	4 600 \$	4 518 965 \$	5 980 000 \$
Acquisitions	-	-	2 327 669	-	2 327 669	1 737 289
Disposition	-	-	-	(4 600)	(4 600)	(277 675)
Réduction de valeur / déévaluation	(633 200)	(1 500 000)	-	-	(2 133 200)	(2 920 649)
Solde de clôture	339 000 \$	250 000 \$	4 119 834 \$	-\$	4 708 834 \$	4 518 965 \$
Moins :						
Amortissement accumulé	-	-	103 000	-	103 000	-
Valeur comptable nette	339 000 \$	250 000 \$	4 016 834 \$	-\$	4 605 834 \$	4 518 965 \$

Une évaluation d'un bâtiment et terrain fut obtenue, le bâtiment et la propriété ont été évalués et une moins-value de 2 133 200 \$ a été comptabilisée dans les présents états financiers comme réduction de la valeur des immobilisations corporelles.

Au cours de l'année, la Société a encouru des charges d'améliorations locatives de 701 940 \$. Ces charges ont été remboursées par le gouvernement fédéral.

Gestion provinciale ltée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

7. Passif éventuel

Au 31 mars 2014, la Société disposait d'une garantie de prêt en cours. En vertu de l'entente, le montant garanti ne doit pas dépasser le moindre de 15 000 000 \$ ou 75 % du solde du prêt. Le passif éventuel au titre de cette garantie s'élevait à 9 976 410 \$ au 31 mars 2014 (à 11 250 000 \$ en 2013). Toutes pertes éventuelles seront assumées par la province du Nouveau-Brunswick.

La Société pourrait faire l'objet d'un litige dans le cadre de ses activités. Selon l'évaluation de la direction, il n'existe aucun risque de pertes importantes et elle n'a donc pas prévu de provision pour pertes dans les états financiers.

8. Recettes et charges diverses

	<u>Recettes 2014</u>	<u>Charges 2014</u>
Recettes des ventes de pétrole	12 620 \$	(18 726) \$
Vente de mobilier	95 473	-
Divers	70 017	136 586
	<u>178 110 \$</u>	<u>117 860 \$</u>

9. Charges d'exploitation

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Sécurité	110 665 \$	138 988 \$
Impôts fonciers	215 174	292 318
Services publics	141 579	77 447
Services de gestion	73 017	84 092
Réparations et entretien	111 888	37 891
Assurance	9 408	-
Frais environnementaux	4 245	-
	<u>665 976 \$</u>	<u>630 736 \$</u>

10. Changements aux éléments hors trésorerie – fonds de roulement

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Comptes débiteurs	(110 871) \$	(22 680) \$
Montant à recevoir de la province du Nouveau-Brunswick	-	700 000
Frais payés d'avance	10 376	(11 425)
Comptes créditeurs et charges à payer	(1 332 007)	1 236 947
Passif environnemental	4 850 000	-
	<u>3 417 498 \$</u>	<u>1 902 842 \$</u>

Gestion provinciale ltée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

11. Instruments financiers

Les instruments financiers englobent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs, la TVH à recevoir, les prêts aux sociétés clientes, le placement en actions, le montant à recevoir de la province du Nouveau-Brunswick, les comptes créditeurs et les charges à payer et le montant à payer à la province du Nouveau-Brunswick.

Les instruments financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux obligations et droits contractuels de l'instrument financier.

Les instruments financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés aux actifs financiers ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés aux droits de propriété. Ils peuvent également être décomptabilisés lorsque l'obligation contractuelle a été acquittée, résiliée ou est arrivée à expiration.

La Société désigne ses instruments financiers comme suit :

- a) La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont mesurés selon leur juste valeur. On présume que la juste valeur correspond à la valeur comptable, qui est le coût historique.
- b) Les comptes débiteurs, la TVH à recevoir, les prêts aux sociétés clientes, le placement en actions, le montant à recevoir de la province du Nouveau-Brunswick, les comptes créditeurs et charges à payer et le montant à payer à la province du Nouveau-Brunswick sont mesurés selon le coût.

La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas la Société à d'importants risques liés aux taux d'intérêt ou de change.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de l'une de ses obligations et fasse subir une perte financière à l'autre partie. La Société gère ce risque en ayant recours à des procédures d'approbation de crédit pour les prêts de développement industriel et en effectuant une surveillance des paiements des débiteurs. Au 31 mars 2014, le risque de crédit maximal de la Société correspondait au projet de développement industriel – solde des prêts aux sociétés clientes de 4 244 823 \$.

Étant donné la nature à court terme de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, de la TVH à recevoir, des comptes créditeurs et des charges à payer, on présume que la juste valeur représente la valeur comptable qui est le coût historique.

Gestion provinciale ltée

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2014

12. Dépendance économique

La Société dépend économiquement de la province du Nouveau-Brunswick pour le financement des projets approuvés et le règlement des garanties. Au cours de la période examinée, la Société a reçu de la province du Nouveau-Brunswick des contributions de 1 000 000 \$ pour des projets de développement.

Certains services sont fournis à la Société par des ministères de la province du Nouveau-Brunswick dans le cours normal des activités et ils sont comptabilisés dans les présents états financiers. Les services les plus importants concernent des charges de 866 295 \$ pour des rénovations de bâtiments effectuées par le ministère des Transports et de l'Infrastructure. Ces charges sont constatées selon la valeur de l'échange.

13. Événement postérieur

À la réunion du 27 mai du conseil de la Société, une motion a été adoptée pour aider un demandeur au cours des deux prochaines années, au coût de 1 million par année. Le montant de la deuxième année ne sera pas versé tant que certaines conditions n'auront pas été respectées.

INVESTISSEMENTS
GESTION PROVINCIALE Ltée
Le 31 Mars 2014

Gestion Provinciale Ltée
Portefeuille des investissements et des engagements
31 Mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
Investissements		
Projets de Développement industriel		
Prêt Connors Bros.	4 226 823	4 632 126
Prêt–subvention Maritime Cold Storage Limited	18 000	18 000
Autres		
Garantie de prêt Co-op Atlantic	9 976 410	11 250 000
Actions ACF Equity Atlantic Inc.	2 450 433	2 450 433
Immobilisations destinées à la location ou au développement		
Bâtiments	4 266 834	3 542 165
Terrain	339 000	972 200
Équipement	-	4 600
	<hr/> 4 605 834	<hr/> 4 518 965
Total des Investissements	<hr/> 21 277 500	<hr/> 22 869 524
Engagements		
Bay Ferries Limited	2 000 000	1 000 000
Total des Engagements	<hr/> 2 000 000	<hr/> 1 000 000